

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Lille, le (cf. date de signature)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



STELLANTIS - Site de HORDAIN

ex SEVELNORD

ZI N° 3

BP 10

59111 LIEU ST AMAND

Références : 2022.V2.170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement SEVELNORD implanté ZI N° 3 BP 10 59111 LIEU ST AMAND. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STELLANTIS - Site de HORDAIN ex SEVELNORD
- ZI N° 3 BP 10 59111 LIEU ST AMAND
- Code AIOT dans GUN : 0007001055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société STELLANTIS (ex SEVELNORD) assemblait depuis 1994 des monospaces et fourgons et depuis 2006 des véhicules « combis ». La fabrication de véhicules monospaces a été arrêtée en juin 2013.

La production s'articule autour de trois ateliers :

- l'atelier « Ferrage » pour l'assemblage des pièces de carrosserie à partir des pièces embouties achetées,

- l'atelier « Peinture » pour les opérations de protection et de revêtement des caisses,
- l'atelier « Montage » pour l'assemblage des équipements et organes mécaniques sur le véhicule.

L'établissement a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré en date du 11 janvier 1993 modifié à plusieurs reprises.

L'usine a finalisé en 2019 sa mutation avec la modernisation des installations qui consiste à rassembler les activités de l'atelier « Montage » et de l'atelier « Ferrage » dans le seul bâtiment de l'atelier « Ferrage ». Les modifications des installations dans le cadre de ce projet dénommé « compactage » sont réglementées au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2019.

Le thème de visite retenus était le suivant :

- déclaration GERE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERE / Installations consommant des solvants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe III-10.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GERE / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe I	/	Sans objet
Déclaration GERE / état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art.7	/	Sans objet
Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II + Annexe III-10.1	/	Sans objet
Déclaration GERE / validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 5	/	Sans objet
Déclaration GERE / émissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GERE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration GEREPE est globalement réalisée avec la rigueur nécessaire. L'inspection a mis en évidence 2 point à corriger : les émissions de COV spécifiques ne sont pas déclarées et les émissions accidentelles de COV en cas de panne de l'incinérateur ne sont également pas déclarées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : <ul style="list-style-type: none">- soumis à autorisation- ou soumis à enregistrement
Constats : L'établissement est soumis à autorisation et à la directive IED.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
Constats : La déclaration GEREPE pour l'année 2021 a été transmise avant le 31 mars 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : Pour les rejets aqueux, les eaux de pluie sont rejetées par l'émissaire dénommé P4 et les eaux industrielles sont rejetées par l'émissaire P3. L'inspecteur a pu constater que les polluants de l'arrêté sont bien déclarés dans GERE pour le rejet P3, notamment : débit, DCO, MES, Zn, Nickel, Fer, Manganèse, Aluminium, Chrome, Pb, Cu, DBO5, phosphore, HC, étain, cyanure, AOX, Cd, métaux, nitrites, azote global. Concernant les rejets atmosphériques, l'inspecteur a pu constater que les polluants de l'arrêté sont bien déclarés dans GERE pour les rejets de l'incinérateur, notamment : COV, CO2, Nox, SOx, Poussières. La partie prélèvement est également remplie.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : L'exploitant déclare l'ensemble des polluants visés par son arrêté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe II + Annexe III-10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)
Prescription contrôlée : Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, NO _x , SO _x et TSP. Annexe III-10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions
Constats : L'exploitant réalise bien une déclaration de ses rejets relatifs aux installations de combustion de P>20 MW pour les paramètres suivants : CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, NO _x , SO _x et TSP.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Installations consommant des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Annexe III-10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Prescription contrôlée : Données spécifiques pour les installations : - consommant plus de 30 t/an de solvants - utilisant ou émettant des COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351
Constats : Le tableau des émissions de COV est bien renseigné, l'exploitant déclare l'émission de 693 tonnes de COV en 2021. L'exploitant utilise 6 substances émettant des COV spécifiques H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351, substances contenant notamment du naphtalène. La déclaration GERE doit être complétée par le calcul des émissions de ces COV spécifiques.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / validité des données dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : L'inspecteur a examiné les modalités de calcul des émissions de COV (enjeu majeur du site pour les rejets atmosphériques). La source de donnée est le fichier GEMAT. Le personnel des ateliers reporte mensuellement les consommations de solvants dans le fichier précité. Le service environnement retranche la quantité incinérée et évacuée dans les déchets. L'inspecteur a contrôlé le report des différents chiffres et le calcul des émissions 2021 : 693 tonnes, chiffre repris dans la déclaration GERE. L'inspecteur a pu constater la bonne prise en compte des durées d'indisponibilité de l'incinérateur de COV dans les calculs, notamment en février 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / validité des données dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : Le rejet d'eaux industrielles P3 est bien déclaré. L'exploitant a présenté les masques GIDAF pour 2021. Ces masques présentent les synthèses annuelles des rejets utilisées pour les déclarations GERE. L'inspecteur a vérifié la logique de calcul du flux de DCO pour 2021 : 57 tonnes dans les fiches de calcul extraites de GIDAF, conforme à la valeur déclarée dans GERE.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / émissions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Art. 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...)
Constats : Les émissions liées à l'arrêt de l'incinérateur en février 2021 ne sont pas reportées dans la partie synthèse des émissions atmosphériques, dans la colonne intitulée "dont émissions accidentelles".
Observations : Ces émissions accidentelles liées à l'arrêt de l'incinérateur seront à reporter dans ce tableau de synthèse pour les prochaines déclarations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Prescription contrôlée : Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Le plan de gestion des solvants est bien annexé à la déclaration GEREPE pour les années 2020 et 2021.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet